



Échos d'ECOFOR n°28

Juin 2013

Prenez connaissance de ce numéro des Echos d'Ecofor sans omettre l'annonce exceptionnelle de la page 2.
Bonne lecture !

Au sommaire de ce numéro

Une ère nouvelle s'ouvre pour Ecofor [Lire >>](#)

Echos de l'actualité

Le développement économique, invité d'honneur du forum mondial sur les forêts [Lire >>](#)

Echos des activités d'Ecofor

Biomadi, un site Web sur la production de bois et la préservation des écosystèmes forestiers [Lire >>](#)

Suivez le réseau d'Ecofor pour les sciences économiques, humaines et sociales à la lettre ! [Lire >>](#)

Forêts et foresterie — mutations et décloisonnements : un livre en 17 actes [Lire >>](#)

Le projet SICFOR : du suivi aux indicateurs de changement climatique en forêt [Lire >>](#)

Rappel sur les thèses forestières [Lire >>](#)

Intégrer le changement climatique dans le calendrier politique forestier européen [Lire >>](#)

Echos des partenaires

e For Own – Quels outils d'(in)formation à distance pour les propriétaires forestiers européens ? [Lire >>](#)

Une stratégie d'adaptation au changement climatique pour l'Europe [Lire >>](#)

Un nouvel outil cartographique pour l'exploitation forestière ? [Lire >>](#)

AgroParisTech et le musée vivant amusent petits et grands [Lire >>](#)

Le centre de documentation d'AgroParisTech – Nancy propose un service de veille en ligne [Lire >>](#)

L'association française d'agroforesterie lance à appel aux experts francophones [Lire >>](#)

Une nouvelle organisation professionnelle papetière [Lire >>](#)

Les satellites, un outil au service du développement [Lire >>](#)

Petites notes des Echos

Appels à propositions de recherche [Lire >>](#)

Manifestations [Lire >>](#)

Publications [Lire >>](#)

Offres d'emploi et de stage [Lire >>](#)

Recherche d'emploi [Lire >>](#)

Une ère nouvelle s'ouvre pour Ecofor



Le groupement d'intérêt public Ecofor a été créé pour dix ans en 1993 puis renouvelé en 2003 pour la même durée. Son existence vient d'être prolongée pour dix nouvelles années par arrêté interministériel du 28 mai 2013 publié au Journal officiel du 4 juin. A ses dix membres antérieurs, Inra, ONF, CNRS, Cirad, IRD, AgroParisTech, Irstea, CNPF, FCBA et IGN, viennent s'ajouter le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et l'Etat représenté par le ministre chargé de l'agriculture et de la forêt et le ministre chargé du développement durable.

Une ère nouvelle s'ouvre donc pour Ecofor qui va s'attacher à toujours mieux satisfaire les attentes dont il fait l'objet pour « développer, rassembler et structurer des connaissances propres à éclairer les politiques publiques et les pratiques de gestion durable des forêts dans des biomes allant du tempéré au tropical ».

A cette occasion, la Direction d'Ecofor remercie très chaleureusement tous ceux qui ont œuvré en faveur de ce résultat : les représentants de ses membres anciens et nouveaux qui ont soutenu l'idée d'une coordination entre eux sur les questions forestières ; les membres des deux commissions d'évaluation qui ont mis en évidence les avantages réels et potentiels d'une telle coordination ; les milliers de correspondants d'Ecofor en France et dans le Monde qui apportent chacun sa pierre à l'édifice, son arbre à la forêt ; l'équipe permanente d'Ecofor qui se dépense sans compter pour faire aboutir les actions dans lesquelles elle est engagée ; les conseils scientifique et d'administration d'Ecofor qui ont porté le dossier du renouvellement au cours des deux dernières années, avec une mention plus particulière pour les présidents de ces deux instances, Claude Millier et François Houllier qui ont préparé avec conviction le terrain pour leurs successeurs.



Le développement économique, invité d'honneur du forum mondial sur les forêts



Le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) a tenu sa dixième session du 8 au 19 avril 2013 à Istanbul (Turquie) sur le thème « Forêts et développement économique » en présence de plus de 1200 participants représentant près de 200 pays. La délégation française était conduite par l'Ambassadeur chargé de l'environnement, Jean-Pierre Thébault.

Le FNUF a été créé en 2000 mais il prend racine en juin 1992 au « Sommet de la Terre » de Rio de Janeiro. Là commence en effet à se dessiner la gestion durable des forêts sur la base des Principes forestiers de Rio. Ceux-ci déterminent en 1995 la Commission des Nations Unies pour le développement durable à mettre sur pied un « Partenariat international sur les forêts » chargé d'établir en deux ans un consensus sur onze questions prioritaires pour le secteur forestier. En 1997, l'Assemblée générale des Nations Unies décide de continuer sur cette lancée et de faire préparer pour 1999 des propositions d'action sur ces questions prioritaires. Est créé pour cela le Forum international sur les forêts qui doit réaliser ce travail en liaison avec le Partenariat international sur les forêts. A la suite du rapport qui en résulte, le Conseil économique et social de l'ONU décide en 2000 de fusionner le « Partenariat » et le « Forum » pour créer un « Arrangement international sur les forêts » à partir d'un nouveau « Forum des Nations Unies sur les forêts » (FNUF) avec pour mission de promouvoir la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts. Ce nouvel organe subsidiaire de l'ONU s'est réuni neuf fois de 2001 à 2011, avant sa dixième réunion d'avril 2013.

Le FNUF est d'abord un lieu d'échanges entre gouvernements, organisations internationales et grands groupes pour élaborer une conception commune de la gestion durable des forêts vue sous un angle global et intégré. Il s'intéresse aussi naturellement au suivi de cette gestion durable des forêts et à l'évaluation des politiques correspondantes. Ses travaux sont en mesure de déboucher sur des évolutions politiques, une coordination entre Etats et l'élaboration d'accords internationaux. Au final, il s'agit globalement de renforcer l'engagement politique des Etats en faveur des forêts. Sa dixième session était placée sous le signe du développement économique. Elle s'est particulièrement intéressée aux moyens à mettre en œuvre pour assurer une gestion durable des forêts et à l'avenir de l'Arrangement international sur les forêts.

La question du financement de la gestion durable est récurrente au sein du FNUF où elle est portée avec force par les pays en développement qui réclament un fonds mondial pour les forêts. Il existe des financements mais ceux-ci sont jugés insuffisants et grevés par la lourdeur de leurs procédures d'accès. Si des financements adaptés dans leur niveau et leur accès sont nécessaires pour réaliser une véritable gestion durable, on peut s'interroger sur le meilleur moment pour les mettre en place. Il apparaît en effet souhaitable de faire d'abord la preuve de la capacité des Etats à dépenser les sommes qui sont d'ores et déjà mobilisables (enveloppe forestière du Fonds pour l'environnement mondial), à attendre que soient fixées les nouveaux objectifs du FNUF à partir de 2015, à adopter préalablement

les procédures propres à garantir une bonne efficacité des fonds alloués, sous la forme aussi bien d'un engagement international contraignant que d'un renforcement des capacités nationales doublé d'un transfert de technologies.

Quant à l'Arrangement international sur les forêts, il va être évalué d'ici 2015 par un groupe d'experts indépendants. Il s'agit schématiquement de choisir entre deux options : la première consisterait à reconduire le FNUF et son rôle de coordination en le facilitant par des accords juridiquement contraignants au niveau régional ; la seconde irait plus franchement vers une convention internationale (mondiale) sur les forêts. Dans les deux cas, la reconnaissance par l'ensemble des Etats de l'importance des questions forestières est l'enjeu essentiel, comme cela a déjà été argumenté depuis longtemps ([Lanly, 1997](#)).

Les discussions relatives aux grandes conférences internationales ne sont pas toujours faciles à suivre en raison de leur caractère très général et d'un jargon qu'il faut dépasser. Mais l'Institut international du développement durable (IISD en anglais) facilite grandement la tâche en publiant des résumés au jour le jour à consulter sur son [site](#) et une synthèse d'ensemble que l'on peut également [télécharger](#).

Contacts : [Viviane Appora](#),
[Jean-Luc Peyron](#), [Bernard Riera](#)

[Retour au sommaire](#)

Biomadi, un site Web sur la production de bois et la préservation des écosystèmes forestiers



Mise en place dans le cadre du projet éponyme animé par le GIP ECOFOR en 2011, la plateforme web [Biomadi](http://biomadi.gip-ecofor.org/) est un espace unique d'approfondissement des connaissances sur la production de bois et la préservation des écosystèmes forestiers. Dévoilant de récents développements, son intérêt repose aujourd'hui sur la valorisation de ses contenus.

En pratique, un fonds documentaire et une activité de veille publique ont été développés pour répondre à un besoin d'amélioration des connaissances sur les liens - potentiels ou connus - entre l'utilisation accrue de biomasse forestière (bois) et l'évolution de la biodiversité et des ressources naturelles (sols, eaux).

S'adressant à un public varié (chercheurs, gestionnaires forestiers, professionnels de la filière forêt-bois, associations environnementales et étudiants), le fonds documentaire, qui représente à ce jour environ 380 documents, est en constant accroissement. Pour faciliter son accès, outre les outils de recherche simple et avancée, une recherche par thématique est proposée sous la forme d'un questionnaire. Ces interrogations offrent une entrée intelligible à la base de données. En voici la déclinaison :

- quels enjeux politiques, économiques et juridiques ?
- quel potentiel de récolte du bois pour quelles utilisations effectives ? ;
- quelle gestion forestière pour récolter plus ?
- comment préserver mieux tout en récoltant plus ?
- quelle analyse et quel positionnement des acteurs ?

Presque toujours disponible en libre accès et en version intégrale, chaque document fait l'objet d'une indexation détaillée. Ce procédé permet d'effectuer une recherche par mots-clés, par type (article, rapport, synthèse, etc.), par date de publication, etc.

Pareillement, si l'activité de veille propose des contenus au fait de l'actualité, elle n'en est pas moins un espace de problématisation. Les résultats répondent à des axes de réflexion ciblés. Actualisés chaque semaine, ils prennent en considération à la fois la biodiversité et la

production de bois. Les sources sont notoires, d'institutions forestières aux organisations internationales. Un abonnement par flux rss est possible et, par souci de pérennité, l'ensemble des actualités est conservée sur une page dédiée.

Bonne visite !

<http://biomadi.gip-ecofor.org/>

Contacts : [Cécile Nivet](#), [Anaïs Jallais](#)

Cette action est largement soutenue par le ministère en charge du développement durable.

[Retour au sommaire](#)

Suivez le réseau d'Ecofor pour les sciences économiques, humaines et sociales à la lettre !

Afin de valoriser les activités de ses membres, de communiquer sur ses activités et surtout de mettre en contact les chercheurs, le réseau d'Ecofor pour les sciences économiques, humaines et sociales s'est doté d'un nouvel outil de communication : une lettre d'information électronique.

Trimestrielle, la lettre d'information est éditée en complément du [site Web](#), dans le souhait d'apporter une meilleure visibilité à l'action du réseau et de ses membres. La toute première édition a été envoyée en avril. Dans ce numéro, Arnaud Sergent, jeune Ingénieur-chercheur à IRSTEA, s'est prêté au jeu de l'interview, et le laboratoire Société Environnement Territoire (SET) est mis à l'honneur. Ce choix éditorial, facilitant l'identification des membres, répond à la mission première du réseau : fédérer une communauté de chercheurs jusqu'alors fragmentée.

La lettre est structurée par des rubriques récurrentes à chaque édition. On retrouvera ainsi dans les prochains numéros



l'aperçu de l'activité de veille diffusée sur le site Web parmi les publications, les manifestations et les appels à projets de recherches en relation avec la thématique du réseau. La lettre s'adresse aussi aux jeunes chercheurs : un espace, qui recense notamment des thèses en cours, leur est destiné. Enfin, la liste des manifestations organisées par les membres et celles, externes, où ils seront présents, est proposée.

Si vous souhaitez vous inscrire au réseau et recevoir la lettre d'information, il vous suffit de remplir [le formulaire en ligne](#). Rendez-vous au prochain numéro.

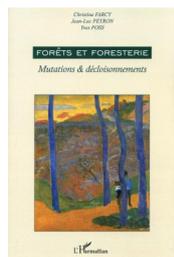
Contacts : [Ingrid Bonhême](#),
[Francis de Morogues](#)

Forêts et foresterie — mutations et décloisonnements : un livre en 17 actes

Les actes de la session spéciale sur les forêts et la foresterie organisée dans le cadre du colloque international de l'Association de science régionale de langue française (ASRDLF) tenu en Martinique début juillet 2011 sont publiés aux éditions L'Harmattan sous le titre « Forêts et foresterie, mutations et décloisonnements ». Ils mettent en débat l'affirmation de Plaisance « La forêt est une île. C'est-à-dire un monde à part, isolé du reste du paysage rural ».

Coordonné par Christine Farcy (Université de Louvain), Jean-Luc Peyron (Ecofor) et Yves Poss (AgroParisTech), l'ouvrage reprend en 348 pages 17 des 23 communications emmenant le lecteur en Europe, Afrique et Amérique autour de disciplines diverses (histoire, droit, géographie, sciences politiques, sociologie, écologie du paysage). Les contributeurs cherchent dans cet ouvrage à expliquer le réel observé. Ce livre vise à aider les chercheurs, enseignants, décideurs mais aussi les amateurs et autres amoureux de la forêt, à mieux comprendre les processus à l'œuvre autour de la gestion des forêts. Il permet d'imaginer voire d'ébaucher des solutions aux problèmes qui se posent.

Outre l'avant-propos qui propose une relecture des principaux temps forts ayant marqué les modes de régulation des



ressources forestières depuis les années 1990, l'ouvrage s'articule autour de deux grandes parties : la première est consacrée à la compréhension des processus politiques, économiques et sociaux à l'œuvre et aborde successivement les déterminants juridico-politiques, sociaux et sociétaux, socio-économiques ; la seconde s'interroge sur les stratégies de décloisonnement, en particulier sur les moyens de fonder celles-ci, de les établir, de les appliquer. Ainsi sont traités : les déterminants politiques de cloisonnement/décloisonnement du gouvernement forestier en France, les jeux d'échelles et d'acteurs du Bas-S-Laurent et de l'Outaouais au Québec, les duchés de Lorraine et de Bar aux XVII et

XVIII siècles, l'arganeraie, le contexte amérindien en Guyane française, les plantations industrielles d'eucalyptus au Congo, les suberaies du sud-ouest de la France, le fractionnement des paysages forestiers, les chartes forestières de territoire, des conflits d'usage à une gestion multifonctionnelle des forêts en Tunisie, le développement durable (Yves Poss), l'expertise collective scientifique et technique sur l'avenir du massif landais (Ecofor), l'enseignement et la recherche en aménagement forestier (Christine Farcy)...

Ce livre a bénéficié entre autres du soutien d'Ecofor et du Ministère en charge de l'agriculture dans le cadre de l'année internationale des forêts.

Plus d'information sur : www.harmattan.fr

Contact : [Jean-Luc Peyron](#)

[Retour au sommaire](#)

Le projet SICFOR : du suivi aux indicateurs de changement climatique en forêt



Le projet SICFOR a débuté en février 2013 pour une durée de huit mois. Financé par le ministère de l'Agriculture et de l'AgroAlimentaire et de la Forêt, il réunit chercheurs, agents du développement et décideurs pour établir un jeu d'indicateurs du changement climatique en forêt grâce à une expertise méthodologique collective.

Afin d'identifier et de promouvoir les mesures qui permettront de diminuer la vulnérabilité de la société face aux effets du réchauffement climatique, la France a mis en place son premier Plan National d'Adaptation au Changement Climatique en 2011. Concernant les écosystèmes forestiers, ce plan prévoit notamment trois actions : une description standardisée des sources de données forestières (2.2), la mise en ligne d'indicateurs de changement climatique en forêt (2.3), la valorisation et l'adaptation du monitoring forestier pour le suivi de la réponse des écosystèmes au changement climatique (2.4).

En France, l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) met à disposition du public un jeu d'indicateurs sur les impacts du changement climatique (tous milieux confondus). Son travail sur les indicateurs a débuté vers 2005. Depuis, le nombre d'indicateurs a augmenté, pour atteindre environ 25 à ce jour. Actuellement, la forêt n'est présente que par un seul indicateur sur le front d'expansion de la chenille processionnaire du pin.

Sicfor est un projet qui s'inscrit dans cette thématique. Il est coordonné par Alice Michelot (chef de projet) et Guy Landmann (responsable scientifique). L'objectif principal du projet est d'établir un jeu d'indicateurs potentiels du changement climatique en forêt grâce à une expertise méthodologique collective permettant de les évaluer et de mettre en évidence les réseaux expérimentaux qui les suivent.

La journée de lancement s'est déroulée le 25 mars 2013 au GIP Ecofor à Paris ([programme et présentations sur le site du GIP Ecofor](#)). Elle a réuni une vingtaine de participants, essentiellement des chercheurs, des agents du développement et des acteurs des politiques publiques.

La matinée était consacrée à des présentations et des discussions autour des enjeux et des méthodes en lien avec les indicateurs de changement climatique en forêt. Il en ressort qu'il faudra définir en premier lieu les grandes questions auxquelles on souhaite répondre grâce aux indicateurs en s'aidant éventuellement d'un cadre conceptuel. Ces questions permettront d'identifier les types d'indicateurs recherchés, à savoir :

- les indicateurs des effets du changement climatique ;
- les indicateurs de l'adaptation de la gestion forestière sous l'effet du changement climatique.

Trois présentations orales sur les indicateurs et les potentialités des réseaux d'observation ont été réalisées au cours de l'après-midi. Pour chaque indicateur envisagé, il apparaît essentiel de mettre en évidence la part du changement climatique parmi les différents facteurs explicatifs. Les indicateurs issus des mesures de phénologie sont pertinents car directement reliés au climat. Les indicateurs de productivité forestière sont essentiels à établir malgré la difficulté de les relier directement au climat. Concernant les changements de distribution floristique, des indicateurs peuvent être construits à partir des altitudes d'optimum de croissance avec des indices

relatifs permettant de s'affranchir, au moins en partie, des effets de la gestion. D'une façon générale, il est nécessaire d'associer les réseaux entre eux pour être représentatif à l'échelle nationale et être force de proposition à l'échelle européenne.



La suite du projet s'organise en 5 groupes de travail : indicateurs bioclimatiques, indicateurs phénologiques, indicateurs de productivité et de santé, indicateurs de répartition des organismes et indicateurs d'adaptation de la gestion forestière au changement climatique. Tout d'abord, les questions permettant de cibler les indicateurs potentiels ainsi que les réseaux d'observation seront recensés. Ensuite, les indicateurs potentiels seront listés et évalués pour établir une synthèse sur leur opérationnalité et les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre.

Si vous souhaitez participer à l'expertise d'un de ces groupes, n'hésitez pas à nous contacter.

Contact : [Alice Michelot](#)



Rappel sur les thèses forestières



Le groupement d'intérêt public (GIP) Ecofor a souhaité mieux connaître l'ensemble des doctorant(e)s intervenant sur la forêt, ses écosystèmes, ses produits, ses services à travers les sciences de la nature comme les sciences de la société.

A cet effet, un recensement des thèses en cours visant en priorité les doctorant(e)s inscrit(e)s dans une école doctorale française a été entamé.

Ceux qui ne se sont pas encore inscrits sont invités à prendre quelques minutes pour compléter le [formulaire en ligne](#)

Merci de diffuser cette information très largement auprès de tout(e) doctorant(e) susceptible d'être concerné(e).

[Retour au sommaire](#)

Intégrer le changement climatique dans le calendrier politique forestier européen



Au printemps 2012, a été lancé par l'Institut forestier européen (EFI) un forum de haut niveau sur l'avenir des forêts, intitulé « ThinkForest », comme l'ont relaté les [Echos d'Ecofor n°22](#). Presque au même moment, Ecofor organisait une grande conférence internationale à Tours sur le changement climatique et la forêt, en coopération entre diverses initiatives européennes sur ce sujet, dont l'action intergouvernementale européenne [Echoes](#), sur le changement climatique et la forêt, et le projet de recherche européen [Motive](#), sur les modèles destinés à favoriser l'adaptation au changement climatique.

Le 25 avril 2013 dernier, ThinkForest organisait, dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles, un [séminaire sur l'adaptation des forêts au changement climatique](#) sur la base des résultats du projet de recherche [Motive](#) complétés par deux autres expériences : celle du réseau mixte technologique (RMT) [Aforce](#) sur l'adaptation des forêts au changement climatique, représenté par Olivier Picard (CNPF), et celle de l'action intergouvernementale européenne [Echoes](#) représentée par Jean-Luc Peyron (Ecofor).

Un an après la conférence de Tours, la communication sur le changement climatique se trouvait donc réactivée, cette fois en présence de plusieurs membres du Parlement et de la Commission européenne, ainsi que de nombreux représentants professionnels européens. Qu'en est-il ressorti ?

Le [communiqué pour décideurs](#) publié à cette occasion par l'Institut forestier européen présente surtout une forme de dichotomie entre deux stratégies opposées vis-à-vis du changement climatique. Une stratégie passive consiste à réagir aux événements au fur et à mesure qu'ils se présentent sans véritablement les anticiper ; elle conviendrait notamment dans des situations de grande incertitude (pour éviter de cumuler coût du changement et risque d'erreur) ou lorsque les changements sont graduels et de faible amplitude (permettant aux essences en place d'effectuer l'ensemble de leur cycle) ; elle pourrait notamment convenir aux forêts boréales qui n'apparaissent pas devoir être fortement impactées par le changement climatique (mais est-ce bien le cas ?). L'autre stratégie est plus volontariste et consiste à anticiper les changements à venir ; elle est illustrée par un exemple méditerranéen où une sylviculture active permet de réduire la densité des arbres, de moins faire peser sur les arbres restants le poids des sécheresses et

même, dans certains cas, de retarder l'âge d'exploitabilité.

Le RMT Aforce ne cherche pas quant à lui à faire une typologie (ou dichotomie) des attitudes possibles face au changement climatique mais à développer un processus cognitif participatif. Celui-ci repose sur une progression de la connaissance à l'action en passant par la compréhension des phénomènes et l'anticipation de leur développement futur. Il promeut l'élaboration d'outils d'aide à la décision dans les domaines de l'analyse des stations, de la vulnérabilité des peuplements (notamment face au stress hydrique), des ressources génétiques, de la production sylvicole (productivité, choix des essences, itinéraires sylvicoles) et de l'évaluation socio-économique des décisions. Il est remarquable que cette expérience française soit ainsi montrée en exemple à l'échelle européenne ([présentation disponible sur Internet](#)).

L'action intergouvernementale de coopération scientifique et technique (COST) ECHOES sur le changement climatique et la forêt, qui a été animée par Ecofor de 2008 à 2012, a donné lieu à une [présentation](#) axée sur les politiques publiques. Les recommandations générales qui en ont résulté s'appuient sur la distinction et les liens entre adaptation au changement climatique et lutte contre l'effet de serre, et sur l'intégration de ces deux types d'action dans l'ensemble de la gestion durable des forêts. Elles insistent sur :

- la nécessité d'avoir des stratégies forestières fortes pour rendre complémentaires les multiples attentes s'adressant à la forêt,
- l'intérêt de développer des indicateurs pour l'adaptation au changement climatique et la lutte contre l'effet de serre qui, pour l'instant, sont insuffisamment présentes au

sein des indicateurs de gestion durable,

- le besoin d'identifier toutes les options envisageables et leur éventuelle réversibilité avant de décider des mesures à mettre en œuvre,
- la mise en place de plans de crise et dispositifs assurantiels adaptés aux principaux risques encourus et aux niveaux d'intensité qu'ils peuvent atteindre,
- la mise sur pied d'une agence européenne des risques capable de suivre la vulnérabilité des forêts et de faire connaître les principales mesures de prévention,
- le renforcement du suivi continu des forêts et son adaptation aux risques actuels et futurs,
- l'attention devant être accordée aux progrès et aux transferts de la connaissance, notamment à travers la recherche, les formations initiale et continue et la communication.

Du débat qui s'en est suivi, il faut notamment retenir les annonces faites par Mme Rosario Bento Pais, au nom de la Commission Européenne et plus particulièrement de la nouvelle Direction générale sur l'action climatique. Le budget européen consacré au changement climatique est en forte augmentation (multiplication par six). Un nouvel instrument financier sur l'environnement (LIFE) serait dédié au changement climatique. La forêt et le secteur forestier, où il reste de nombreuses lacunes à combler dans le domaine de la connaissance, pourraient en bénéficier sur les thèmes mis en avant par la stratégie forestière européenne et son plan d'action en cours de révision.

Toutes les [présentations](#) réalisées à l'occasion de ce séminaire sont consultables sur le site de ThinkForest.

Contact : [Jean-Luc Peyron](#)

[Retour au sommaire](#)

e For Own – Quels outils d’(in)formation à distance pour les propriétaires forestiers européens ?



Le programme [eForOwn](#), financé par des fonds Leonardo partenariat¹, est coordonné par le Centre national de la Propriété Forestière, et rassemble des partenaires de Belgique (Société Royale Forestière), et d’Espagne (Centre Technique Forestier de Catalogne). Les 11 et 12 avril dernier s’est tenu à Bruxelles le second séminaire du programme eForOwn, qui a rassemblé une vingtaine de personnes, personnels d’organismes de développement et propriétaires forestiers de Belgique, France et Espagne.



Programme d’éducation et de formation tout au long de la vie

Contexte

16 millions de propriétaires forestiers possèdent 60% de la surface forestière en Europe : face aux enjeux globaux de la mondialisation et du changement climatique, ils sont la clé de voûte de l’approvisionnement en bois, et en tous autres produits et services fournis par la forêt ; et, plus largement, du développement durable et de la biodiversité forestière.

Partout en Europe, la nécessité se fait donc jour de plus en plus clairement d’optimiser les politiques d’accompagnement et d’(in)formation qui leur sont dédiées.

La majeure partie de ces propriétaires n’ont pas une surface de production assez grande pour pouvoir en tirer un revenu d’existence suffisant. Un nombre croissant d’entre eux habite en milieu urbain, et travaille hors des secteurs agricoles et forestiers.

Parallèlement, l’usage d’Internet croît considérablement, même au sein des populations âgées, auxquelles ils se rattachent majoritairement. Enfin, de façon plus générale, les méthodes d’apprentissage s’éloignent de plus en plus des modèles traditionnels, particulièrement pour leurs héritiers, qui seront les propriétaires forestiers de demain.

eForOwn

Concrètement, les partenaires du projet, dont les pratiques d’(in)formation sont en évolution, souhaitent apporter des réponses à ces enjeux : sur la base de leurs pratiques et d’une analyse commune, ils travaillent à définir les contours de ce que pourraient être de nouveaux outils d’(in)formation à distance, à établir un cahier des charges précis de leur mise en œuvre dans chaque pays, et éventuellement à élaborer des produits communs.

Séminaire à mi-parcours

Ce second séminaire a permis de présenter un premier bilan dans chaque pays.

Autant de profils, autant de besoins ... c’est le constat clé qui se dégage des multiples analyses et études réalisées par les partenaires.

En France en particulier, le spectre d’objectifs, de sensibilités, de pratiques, et de relations à la forêt est particulièrement ouvert : des propriétaires « patrimoniaux » aux propriétaires « hédonistes », en passant par ceux qui privilégient la dimension locale, environnementale et durable de la gestion forestière, ou bien encore ceux pour lesquels la dimension économique et productive est fondamentale ...

Sans parler de la minorité des propriétaires « fantômes » - qui viennent rarement ou jamais, dans leurs forêts et n’y réalisent aucune gestion.

Ces traits caractéristiques, communs en partie à tous les partenaires, sont à l’origine d’une grande variabilité d’intérêts, de valeurs et de comportements ...

Sachant que les propriétaires se rattachent plutôt à tel ou tel profil - et parfois à plusieurs à la fois - selon une balance rationnel/affectif qui peut varier selon les aspects que l’on considère ; et que ce rattachement peut évoluer aussi au fil des parcours de vie.

Quant au contexte régional, au plus ou moins grand dynamisme de la filière et à la taille de la propriété, s’ils influencent bien sûr la prédominance de tel ou tel profil, ils ne la déterminent en aucun cas. Pas de liens non plus significatifs entre les profils et la sylviculture pratiquée.

Les dispositifs et sites d’(in)formation doivent donc :

- être adaptés autant que possible à cette diversité ;
- veiller à la clarté et à la simplicité d’accès, à la visibilité du site ;
- opter pour un langage et un vocabulaire compréhensible par les néophytes : le vocabulaire utilisé par les professionnels et techniciens forestiers est mal connu, et peu usité des propriétaires – qui ne s’y retrouvent pas car ils ne se conçoivent pas comme des professionnels sauf rares exceptions (les mots gestion, biodiversité, amélioration, peuplement, et bien d’autres encore sont peu ou mal compris...) ;
- proposer des actions d’(in)formation sur internet en complément de celles menées sur le terrain.

Il convient aussi de prendre en compte l’évolution générale du contexte sociétal : la relation au savoir et à l’apprentissage s’est considérablement modifiée depuis ces dernières années (l’approche inductive et expérimentale prime sur les approches de stockage de l’information ; la notion de plaisir prime sur celle d’effort ; l’individualisme est prégnant, mais l’on privilégie parallèlement la libre appartenance à un (ou des) réseau(x) de « pairs », d’égaux et de « semblables » ...).

Le prochain séminaire, prévu en octobre à Solsona (Espagne), mettra l’accent sur les stratégies concrètes d’(in)formation que les partenaires envisagent de mettre en œuvre, chacun et ensemble.

Contact : [Clotilde Giry](#)

¹ Le programme Leonardo da Vinci pour l’enseignement et la formation professionnelle (EFP) participe au programme d’éducation et de formation tout au long de la vie de la Commission européenne.

Une stratégie d'adaptation au changement climatique pour l'Europe



La Commission européenne vient de publier la [Stratégie européenne de l'adaptation au changement climatique](#). Elle a été officiellement lancée devant les décideurs le 29 avril 2013. Elle est constituée de huit axes qui s'appuient sur la mise en œuvre politique, le développement de l'aide à la décision, l'adaptation locale, l'adaptation sectorielle, le développement et la diffusion de connaissances ainsi que la mise en commun d'expériences.

Encourager les Etats membres à adopter des stratégies d'adaptation globales

Pour cela, dans un premier temps, elle fournit aux Etats des recommandations pour établir leur stratégie à travers la rédaction d'un [guide](#) et pourra dans un second temps, introduire un instrument contraignant si elle juge les stratégies insuffisantes aux regards des objectifs.

Attribuer des fonds pour le développement des compétences et accélérer la mise en place des actions d'adaptation en Europe

Les actions particulièrement visées concernent les zones les plus vulnérables. Sont énoncées comme prioritaires les actions transfrontalières de gestion des crues et des zones côtières densément peuplées, la gestion courante des ressources naturelles, les plans d'aménagement urbains, la gestion durable de l'eau. Dans les zones de montagne et les îles, les actions d'adaptation pour une gestion durable et résiliente de l'agriculture, des forêts et du tourisme seront également favorisées.

Introduire la notion d'adaptation dans le cadre de la Convention des Maires

La mise en place de stratégies d'adaptation au niveau local et le développement des connaissances inhérentes sont visées par cet axe.

Réduire le fossé de connaissances

L'adaptation au changement climatique constituera une priorité des défis sociétaux du prochain programme pour la recherche et l'innovation (à l'horizon 2020). Des progrès sont attendus sur les coûts et bénéfices des dommages et de l'adaptation, sur les analyses locales et régionales des risques, sur les outils d'aide à la décision et sur les moyens de suivi et d'évaluation des efforts d'adaptation passés.

Développer le portail européen [Climate-ADAPT](#), en tant que guichet unique pour l'adaptation en Europe

Une attention particulière sera apportée aux études coûts-bénéfices des différentes mesures politiques et aux financements innovants.

Faciliter la prise en compte du climat futur dans la politique agricole commune, la politique de cohésion et la politique commune de la pêche

Des orientations en ce sens ont été formulées et font partie intégrante de la stratégie européenne ; les orientations concernant la politique de cohésion sont déjà [disponibles](#), celles concernant les autres politiques viendront prochainement la compléter.

Rendre les infrastructures plus résilientes

Afin de rendre les infrastructures plus adaptées au changement climatique, les standards industriels devront être revus dans le domaine de l'énergie, du transport et de la construction. Dans cet esprit, la Commission a également publié des [recommandations](#) à destination des développeurs d'infrastructures.

Promouvoir l'assurance et les produits financiers pour des investissements et des orientations économiques résilients

Pour cela, le [livre vert](#) sur l'assurance des catastrophes naturelles et celles liées aux activités humaines qui accompagne la Stratégie européenne est un premier pas pour encourager les assureurs à améliorer la façon dont ils aident à gérer les risques liés au changement climatique.

Retrouver l'ensemble des documents de la Stratégie européenne [ici](#).

Contact : [Ingrid Bonhême](#),

Un nouvel outil cartographique pour l'exploitation forestière ?



Intitulé « Mieux connaître la ressource, mieux la mobiliser : situation actuelle et perspectives », le colloque organisé par le FCBA et l'IGN a permis d'initier une discussion sur la possibilité d'utiliser l'inventaire forestier pour améliorer l'efficacité de l'exploitation des forêts en France. Ce colloque a rassemblé 130 personnes le 29 mars 2013 à Paris au siège du FCBA.

Abordé sous un angle nouveau, l'inventaire des ressources forestières pourrait apporter beaucoup à l'amélioration de l'exploitation des forêts, souhaitée par les pouvoirs publics.

En effet, la ressource en bois des forêts françaises est importante et la production biologique annuelle est loin d'être entièrement récoltée alors même que les politiques européennes et nationales encouragent fortement l'exploitation du bois. Cependant, le caractère fragmenté de la propriété comme celui des acteurs de l'exploitation et de l'industrie du bois a souvent été cité comme un frein à l'augmentation de la récolte.

Face à ce constat, les informations issues d'inventaires pourraient être mobilisées pour mieux connaître la quantité, la qualité et les conditions de mobilisation

des ressources forestières. Pour l'instant, les études de ressources sont multiples, parfois ambitieuses techniquement, mais ne répondent pas aux besoins des professionnels de la gestion et de l'exploitation qui souhaiteraient voir se développer des outils opérationnels comme cela existe dans d'autres pays (Allemagne, Finlande) ou en France, à l'échelle régionale (Alsace, Rhône-Alpes). Ces outils pourraient permettre de localiser la ressource, les dessertes, de qualifier leur accessibilité (classe de gabarit pour les véhicules, état du sol, restriction de circulation, ...) et éventuellement de contacter les propriétaires de parcelles.

L'IGN et le FCBA proposent de développer un outil opérationnel à l'échelle nationale qui serait co-alimenté par les professionnels via l'utilisation d'un sys-

tème embarqué dans leur véhicule. Cet outil devrait permettre de faire gagner beaucoup de temps et de carburant aux transporteurs notamment lorsqu'ils vont chercher les piles de bois en forêt. La compétitivité de ces entreprises s'en trouverait augmentée. Pour l'instant, les modalités pratiques et organisationnelles de ce développement restent à finaliser en lien avec les professionnels mais il y a là assurément un nouveau débouché pour l'inventaire forestier.

[Les présentations de la journée](#) sont accessibles en ligne.

Contact : [Ingrid Bonhême](#)

AgroParisTech et le Musée du vivant amusent petits et grands



[Ecoludo](#) propose des animations numériques pédagogiques en ligne réalisées avec le soutien de la Région Ile-de-France à partir des ressources documentaires du Musée du Vivant, premier musée international sur l'écologie et le développement durable en collaboration avec AgroParisTech. Jeux modulables de 7 à 77 ans !

L'internaute novice découvrira quatre jeux pour comprendre l'écologie : d'où vient l'écologie (frise historique à compléter), matières premières –matières du futur (identifier les renouvelables), les grandes pollutions (reconnaître les éléments menacés –eau, terre, air– par six types de pollution quotidienne), les grands domaines de l'écologie.

Les « super-écologues » pourront tester leurs connaissances avec quatre autres jeux sur les avantages et inconvénients des barrages, les transformations d'énergies, construction d'une ville durable

(répartir sur une surface carrée les espaces réservés aux types de logements, activités économie, transports, services), l'origine géographique des aliments du monde.

Pour gagner à tout prix, cliquer d'abord sur les vignettes ou indices afin de se rafraîchir la mémoire avant de jouer.



[Retour au sommaire](#)

Le centre de documentation d'AgroParisTech-Nancy propose un service de veille en ligne

Collecter et sélectionner en ligne les actualités du secteur forestier, tel est l'objectif que s'est fixé le centre de documentation d'AgroParisTech de Nancy. Animée depuis le début de l'année, cette activité de veille publique se sert du potentiel des données et outils disponibles sur le web pour varier avec succès ses services en documentation.

Afin de partager son activité de veille orientée « Forêt, Bois et Milieux naturels » et ses contenus web associés, le centre de documentation a choisi l'outil en ligne « Scoop it » dont l'intérêt repose sur une interface élémentaire qui se lit comme un journal. La fréquence de publication quasi quotidienne offre l'assurance d'une veille au fait de l'actualité. Les articles sélectionnés proviennent de sources variées : des institutions forestières (EFI, CIFOR, etc.), des organisations internationales (FAO, UNECE, etc.), des sites de presse d'informations spécialisées (actu-environnement.com, mediaterrre.org, etc.).

- [la politique, la réglementation et la législation](#) (au niveau local, national et international) ;
- [l'enseignement supérieur et la recherche scientifique](#) (en France et à l'étranger).

En conséquence, de nombreux acteurs de la forêt et de la filière bois sont susceptibles d'être intéressés par ce service.

La mise en place de cette activité de veille permet au centre de documentation d'une part de compléter son offre documentaire face aux usages actuels du tout numérique et d'autre part de renforcer son rôle de médiateur face aux flots informationnels. Ainsi, son expertise demeure plus que jamais indispensable dans les étapes d'analyse, de sélection, et de valorisation des contenus. Un facteur indispensable pour proposer un service à réelle valeur ajoutée.

Contact : [Nathalie Briot](#)

Pour répondre à des besoins informationnels précis, le service est accessible par l'intermédiaire de trois interfaces distinctes qui correspondent à trois sous-thématiques :

- [les sciences et techniques](#) (l'écologie, la sylviculture, la modélisation et l'évolution des peuplements, l'économie et la filière forêt/bois, la multifonctionnalité des forêts, les risques, l'histoire forestière...);



L'association française d'agroforesterie lance un appel aux experts francophones

Dans sa lettre d'avril 2013, l'AFAF annonce la création d'un [groupe d'experts francophones](#) sur l'agroforesterie tempérée.

Elle invite toutes les personnes intéressées de toutes les disciplines qui ont attrait de près ou de loin à l'agroforesterie à

enrichir le socle de connaissances actuel et rejoindre ce groupe d'experts pour apporter compétences et expériences.



[Contact](#)

[Retour au sommaire](#)

Une nouvelle organisation professionnelle papetière



Six syndicats professionnels* jusqu'alors en charge de représenter l'industrie papetière sur des sujets distincts ont fusionné dans une nouvelle organisation professionnelle papetière créée début avril sous la dénomination de « Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses » ou COPACEL (« CartOns, PApiers, CELLuloses »).

Selon sa présidente, « cette fusion permettra de gagner en visibilité, tout en harmonisant les messages de chacune des structures professionnelles qui existaient par le passé, et de rationaliser les moyens, comme nous l'impose le contexte économique dégradé que nous connaissons ».

La nouvelle organisation professionnelle a pour objectif de représenter l'industrie papetière française dans toutes ses composantes, et pour toutes les sortes produites (papiers et cartons d'emballage, papiers à usage graphique, papiers d'hygiène, papiers industriels et spéciaux,

pâtes de cellulose), les matières premières utilisées (bois, papiers et cartons récupérés), et la taille des entreprises (PME et filiales de grands groupes). Cette logique fédératrice est illustrée par le « O » du logo de COPACEL, dont l'entrelacs matérialise à la fois les différentes familles de produits, leur origine végétale, et leur insertion dans l'économie circulaire.

Cette nouvelle structure a pour ambition d'œuvrer à la compétitivité de l'industrie papetière et d'améliorer ses performances, notamment en matière d'environnement, de sécurité et de développement de son capital humain. Pour atteindre

ses objectifs, la COPACEL travaillera en lien avec ses partenaires notamment la Maison des Industries des Papiers et Cartons (MIP).

Contact : [Anaïs ROBERT](#)

* COPACEL (sujets communs à toutes les entreprises papetières), REVIPAP (questions liées aux papiers et cartons récupérés), PROCELPAC (sujets relatifs aux papiers et cartons d'emballage), GIE (questions liées aux papiers d'impression et d'écriture), Syndicat Journal (sujets liés au papier journal) et la Fédération des pâtes de celluloses (thématiques relatives au bois et à la pâte).

Les satellites un outil au service du développement



L'Agence française de développement (AFD) a organisé une [conférence](#) le 11 avril 2013 en partenariat avec le Centre national d'études spatiales (CNES), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), dans l'objectif de promouvoir l'utilisation des images satellites dans pays du Sud.

Une centaine de personnes parmi les principaux acteurs de la filière française de l'imagerie satellite ont participé à cette journée : les concepteurs-fabricants de lanceurs (i.e. véhicules spatiaux ou fusées), d'infrastructures orbitales et de systèmes satellitaires, les fournisseurs de services spatiaux (traitement et analyse des images, production de cartes thématiques et produits 3D, surveillance d'un territoire, stations de réception directe, archivage, programmation de satellite...), les utilisateurs-bénéficiaires finaux ainsi que des financeurs (AFD) sans oublier la recherche (IRD, CNES...).

Le [Programme](#), s'appuyant sur les projets co-financés, se déclinait en trois parties : une présentation des enjeux de l'imagerie satellitaire, un point en deux temps sur les satellites d'observation de la terre (utilité des images satellites pour la gestion des ressources naturelles forestières et halieutiques, applications dans l'aménagement et le développement des territoires), enfin une table ronde a tenté de répondre à la question « comment favoriser l'utilisation des technologies spatiales dans les pays du Sud ? ».

Le suivi des forêts du bassin du Congo, des plantations de palmiers à huile et de la déforestation figurent parmi les exemples concrets d'**applications des satellites** d'observation de la terre pour la **gestion des ressources naturelles** forestières tandis que la caractérisation des systèmes de culture agro-forestiers tropicaux est un exemple d'utilisation des satellites pour l'**aménagement des territoires**.

Il ressort de cette journée d'échanges que l'imagerie satellitaire, qui permet d'observer *quotidiennement* la terre depuis l'espace, est un *outil* désormais *essentiel* pour le développement durable car elle permet d'informer, de surveiller et d'aider à la décision pour appréhender les problématiques globales. Encore faut-il en convaincre ses utilisateurs et bénéficiaires potentiels au Sud. Telle est la tâche que s'assignent les principaux acteurs français de la filière présents à la conférence.

En effet, les progrès techniques des dernières générations de satellites constituent un saut technologique qui permet de

répondre aux besoins multiples des différents utilisateurs à des coûts relativement moindres. Équipés de systèmes de vision de plus en plus performants et de capteurs d'ondes électromagnétiques (visibles et radars) de plus en plus précis, les satellites d'observation de la terre sont capables de couvrir de manière systématique et répétitive des portions de territoires immenses et produisent des images de plus en plus détaillées. Par ailleurs, les lanceurs peuvent emporter des satellites de plus en plus lourds et nombreux pour les mettre en orbite. La France, à la pointe de cette technologie, promeut ses satellites Spot 6 et 7, Pléiade ainsi que la fusée Ariane, fruits d'une coopération européenne.

Cependant, l'accès aux données satellitaires, aux infrastructures de réception et au traitement des images ainsi que la formation des experts au traitement et à l'interprétation des données restent difficiles. Parmi les pistes d'amélioration proposées : renforcer les capacités locales, favoriser le développement et l'implantation d'entreprises de services, développer des partenariats régionaux, construire des modèles économiques...

[Retour au sommaire](#)

[Contact](#)

Appels à propositions de recherche



>> L'[APR REACTIF 2](#), ouvert jusqu'au **26 juin 2013** à 15 heures, est disponible uniquement après inscription sur le site de l'ADEME. Ce second appel à projets « REcherche sur l'Atténuation du Changement Climatique par l'agriculture et la Forêt » affiche des priorités nouvelles complétant le champ couvert par les projets retenus suite à l'appel lancé en 2011. Il s'agit de permettre l'analyse : des bilans GES des sols agricoles et forestiers ; des bilans GES des pratiques de gestion sylvicole ; des cohérences et/ou divergences entre les stratégies d'atténuation et celles d'adaptation ; de la compatibilité des performances environnementales, économiques et sociales des systèmes de production afin d'identifier des pistes et leviers de transition. [Contact](#)

>> Trois appels à propositions pour les bourses individuelles de mobilité européenne et internationale (Actions Marie Curie) seront lancés dans le cadre du 7^{ème} PCRD le 14 mars avec pour date de clôture le **14 août 2013**. Ces financements s'adressent aux titulaires d'un doctorat, jeunes chercheurs ou chercheurs confirmés, européens ou originaires des pays tiers, qui souhaitent faire une mobilité, ainsi qu'à des laboratoires qui rechercheraient des financements pour accueillir des chercheurs ou envoyer des chercheurs dans des laboratoires partenaires. [Contact](#)

Manifestations



>> **27 juin 2013**, Paris (Café La Pierre du Marais 3^{ème}) : l'Association Française des Ingénieurs Ecologues (Afie) invite les ingénieurs, écologues ou non, à participer à son prochain café-débat parisien mensuel autour du thème « Quelle fiscalité au service de la biodiversité ? ». La rencontre débutera, à 18h30, par un exposé de 40 mn de Guillaume Sainteny, puis un débat suivra jusqu'à 20h30. [Inscription en ligne](#) obligatoire.

>> **3 juillet 2013**, Paris : atelier du [RMT AFORCE](#) sur le thème « Prévoir et prévenir les risques associés aux incendies et aux parasites : de quels outils disposent les forestiers pour décider dans l'incertain ? ». L'objectif de cet atelier thématique est de dresser un panorama des principaux outils existants, permettant de prévoir et prévenir les risques associés au changement climatique. La première session sera consacrée au risque incendie qui menace de s'accroître du fait de l'augmentation des sécheresses, notamment dans des régions où ce risque est encore aujourd'hui peu présent. La deuxième session portera sur les problèmes associés aux ravageurs et aux pathogènes dont le développement est aujourd'hui déjà favorisé par l'augmentation des températures moyennes et l'allongement de la saison de végétation. Enfin, la journée se terminera par une session consacrée aux méthodes, outils et techniques décisionnelles pouvant permettre l'intégration et la prise en compte des multiples risques dans la prise de décision et la planification forestière. [Inscription](#) avant le **26 juin**. [Contacts](#)

>> **3 juillet 2013**, Bordeaux : le pôle de compétitivité XYLOFUTUR en collaboration avec la fondation Bordeaux Université organise la huitième journée du concours « [Thèses des Bois](#) » pour promouvoir les activités de recherche au plan national auprès des professionnels de la filière, des décideurs du monde universitaire et de la recherche publique. Trois prix seront décernés répartis entre les trois domaines suivants : la compétitivité de la production de bois et des approvisionnements pour les industries utilisatrices ; la transformation et l'utilisation du bois en matériau avec pour marchés privilégiés l'aménagement, le bâtiment et l'emballage ; le

développement du bois source de fibres, matière première de la chimie biosourcée ainsi que ses applications thermodynamiques (énergie) ou de stockage du CO₂. Le programme est disponible. [Contact](#)

>> **8-10 juillet 2013**, Mons (Belgique) : session spéciale « [Forêt et foresterie : savoirs et motivations](#) » au [50^{ème} colloque](#) de l'Association de science régionale de langue française (ASRDLF). Le [programme](#) de cette session spéciale S9 s'organise en 5 sessions plénières thématiques consacrées aux : savoirs techniques, savoirs profanes, acteurs, motivation et décisions, gouvernance et évaluation. [Inscription](#) ouverte en ligne. [Contacts](#)

>> **29-30 août 2013**, Paris : colloque [Impact de l'anthropisation et des changements climatiques sur les arbres forestiers : du fondamental à l'appliqué, un dialogue entre science et société](#) s'articulera autour de quatre thématiques portant sur : l'état de l'art de la science de l'impact du climat et de l'anthropisation chez les arbres en Europe (en génétique et en écophysologie) ; la conservation raisonnée des forêts à long terme et la mise en place de filières de semences avec leurs impacts socio-culturels et économiques actuels et futurs. Soumission de poster ou communication orale avant le 5 juillet. [Inscription](#) avant le 1^{er} juillet 2013.

>> **17-20 septembre 2013**, Chambéry : colloque [Naturalité vers une autre culture des eaux et des forêts](#) organisé par le WWF, Irstea et le réseau écologique forestier Rhône-Alpes REFORA. [Inscription](#) jusqu'au 31 août.

>> **19-20 septembre 2013**, Paris : séminaire CAFI sur les forêts d'Afrique centrale organisé dans le cadre du programme [Central African Forests and Institutions](#) de l'université du Michigan. [Contact](#)

>> **19-20 septembre 2013**, Bordeaux : symposium international « [L'écologie humaine en voyage...](#) » organisé dans le cadre des 25^{ème} journées scientifiques de la Société d'écologie humaine. [Contact](#)

[La suite...](#)

[Retour au sommaire](#)

>> **23-27 septembre 2013**, Nancy : forum EFI 20 ans de science et politique autour du thème « [Our forests in the 21st century – ready for risks and opportunities?](#) ». Cette rencontre d'envergure débutera par l'assemblée annuelle de l'EFI le 24 septembre. Le 25 septembre une réunion rassemblera scientifiques et décideurs. Le 26 septembre, une conférence consacrée au risque aura lieu le matin, tandis que des ateliers de travail se dérouleront l'après-midi. Une visite de terrain est prévue le 27 septembre. Parallèlement, une conférence sur la chimie du bois, Woodchem, se tiendra les 26-27 septembre.

[Inscription](#) jusqu'au 9 septembre.

>> **26-27 septembre 2013**, Nancy : 3^{ème} édition des rencontres [Woodchem](#) dédiées à la chimie verte. [Programme détaillé](#) en ligne. [Contact](#)

>> **28 septembre 2013**, Hostens (Gironde) : tous les forestiers sont conviés aux visites centrées sur la qualité organisées à l'occasion de l'assemblée générale de Pro Silva France. [Contact](#)

>> **1-4 octobre 2013**, Nancy : conférence internationale IUFRO « [Measurement methods and Modelling approaches for predicting desirable future Wood properties](#) » organisée par l'INRA et l'Université de Fribourg à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'EFI. Inscription avant le 15 juillet.

>> **10-11 octobre 2013**, Mayenne et Sarthe : formation « [Initiation à la sylviculture Pro Silva appliquée aux chênes](#) » en collaboration avec le CEFA de Montélimar.

>> **26-28 novembre 2013**, Antalya (Turquie) : un symposium international à l'occasion des 50 ans de planification forestière turque réunira les universitaires, institutions publiques et privées ainsi que les organisations non-gouvernementales autour d'un débat scientifique. [Contact](#)

>> **3-4 décembre 2013**, Grenoble : séminaire final FORGECO.

>> **9-13 décembre 2013**, Rovaniemi (Finlande) : 2^{ème} [semaine européenne des forêts](#) après celle organisée en 2008 à Rome.

>> **12 décembre 2013**, Paris : atelier du RMT AFORCE sur les stratégies et méthodes d'adaptation des forêts mises en place dans d'autres pays. [Contacts](#).

>> **5-11 octobre 2014**, Salt Lake City (USA) : nouvel [appel à communications](#) en juillet pour le 14^{ème} [congrès mondial de l'IUFRO](#).

[Page précédente...](#)

Publications

>> Publié chez [L'Harmattan](#) sous la coordination de Claude Roy, « Les triples A de la bio-économie – Efficacité, sobriété et diversité de la croissance verte » est le fruit d'un travail collectif de dix membres du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux. Réalisé dans le cadre du Club des bio-économistes, ce livre présente des analyses qui montrent l'agriculture et la forêt ainsi que leurs filières de valorisation dans une perspective durable face aux besoins croissants de l'humanité menacés de dérèglements (climatiques) ou de rareté des ressources naturelles (eau, alimentation, énergie...) qui fondent notre civilisation. L'ouvrage s'articule autour de quatre parties : un *panorama* dresse l'état des lieux et propose des perspectives pour le *pétrole*, le *carbone vert* et les *feuilles de route de la bio-économie* ; puis, la *bio-économie des champs* entraîne le lecteur dans l'évolution de l'agriculture à l'agro-industrie, vers les *bio-raffineries*, le *trésor des bio-déchets*, à la *pêche aux tep* ; la troisième partie traite de la *bio-économie des bois* (quand l'arbre cache le carbone, le bois dans tous ses états, tout feu tout flamme, mobiliser la forêt) ; enfin, le *futur en toile de fond* est peint dans les quatre derniers chapitres (*une seule planète, de l'eau et des terres, les forêts du monde, de l'innovation à la gouvernance*).

>> Les supports de présentation et les vidéos des interventions de la journée technique « [Mieux connaître la ressource, mieux la mobiliser, situation actuelle et perspectives](#) » organisée par FCBA et l'IGN le 29 mars 2013 à Paris sont accessibles en ligne.



>> [Changement d'utilisation des terres mondiales 1990-2005](#)

Cette *Etude FAO Forêts n°169*, diffusée en mars 2013, présente les principales conclusions sur l'utilisation des terres forestières et les changements d'affectation entre 1990 et 2005 de l'enquête par télédétection de l'Evaluation des ressources forestières mondiales 2010 (FRA2010) de la FAO. Il s'agit du premier rapport du genre à présenter des estimations systématiques de l'utilisation des terres forestières mondiales et de ses changements. L'objectif ambitieux de l'enquête par télédétection a été d'utiliser des données de télédétection pour obtenir des estimations mondiales cohérentes de la superficie forestière et des changements de couvert forestier et d'utilisation des terres forestières entre 1990 et 2005. Globalement, une diminution nette de superficie forestière mondiale entre 1990 et 2005 a été constatée, l'Amérique du Sud enregistrant la plus grande perte nette de forêt. Alors que la superficie forestière a augmenté au cours de la période d'évaluation dans les domaines climatiques boréal, tempéré et subtropical, elle a diminué en moyenne de 6,8 millions d'hectares par an dans les régions tropicales. L'enquête a estimé la superficie totale des forêts mondiales en 2005 à 3,8 milliards d'hectares, soit 30 pour cent de la surface émergée du globe. Outre le fichier téléchargeable, une version imprimée peut être commandée via le [catalogue FAO](#) en ligne. [Contact](#).



[La suite...](#)

[Retour au sommaire](#)

>> La Forêt privée française publie [Des forêts pour l'eau potable : la forêt protège votre eau](#), une brochure de 32 pages qui reflète l'objectif des forestiers privés de nouer des partenariats sur des actions de protection de la ressource en eau en sensibilisant les acteurs de l'eau et les forestiers. L'ouvrage s'articule autour des questions (et réponses argumentées et chiffrées) suivantes : quels sont les rôles de la forêt et des forestiers sur la qualité de l'eau ; quelle valeur pour les services fournis par la forêt ; quelles solutions pour optimiser la protection de la ressource en eau ; quels liens entre forêt et quantité d'eau ? [Contact](#)



>> Publié aux éditions Quae, « [L'écologie est-elle encore scientifique ?](#) » de Christian Lévêque part du constat que l'écologie semble parfois ne plus relever de la science tant elle véhicule de nombreuses idées reçues tandis que les écologues restent silencieux voire complices devant certaines prises de position de nature idéologique. En tant que science, l'écologie a du mal à formaliser son champ de compétence entre sciences physiques de l'environnement et sciences de l'homme et de la société pour quelle opérationnalité ? Cet ouvrage montre comment la vision déterministe et mécaniste, qui a longtemps prévalu, cède la place au hasard et à la contingence dans la dynamique des systèmes écologiques : dans un monde qui change en permanence, où l'on reconnaît que la variabilité et l'hétérogénéité sont des facteurs structurants du fonctionnement des systèmes, les concepts « périmés » de stabilité et de résilience sont utilisés de manière implicite tandis que l'écologie emploie de nombreux termes mal définis dont certains relèvent du jugement de valeur plutôt que d'une démarche scientifique.



>> Publié aux éditions Quae sous la coordination scientifique de Frank-Dominique Vivien, Jacques Lepart et Pascal Marty, « [L'évaluation de la durabilité](#) » s'intéresse à la question de l'évaluation de la notion même de développement durable définie dès les années 1980 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Cette notion reste paradoxale avec des contours flous et est largement controversée. La nécessité de l'introduire dans un ensemble de dispositifs et cadres normatifs publics et privés suscite une demande croissante d'évaluation des actions et des mesures prises. Les auteurs définissent un contenu propre au développement durable ; ils appréhendent le développement durable comme un ensemble de problématiques (biodiversité, changement climatique...) auxquelles répondre pour assurer la durabilité des dynamiques socio-économiques et écologiques ; enfin, ils adoptent une démarche *procédurale* qui s'inspire des principes et procédures de décisions mis en œuvre pour définir le développement durable.



>> Dans son catalogue 2013, l'IDF propose un guide pratique [Photographier la forêt-photographier en forêt](#) de Sylvain Gaudin.

>> Les actes du colloque « [Forêt et foresterie — Mutations et décloisonnements](#) » sont publiés aux éditions L'Harmattan.

>> Les vidéos de la journée d'étude « [De la statistique Daubrée à l'inventaire forestier de l'IGN : un siècle d'expansion des forêts françaises. Quelle stratégie pour la gestion forestière du 21^e siècle ?](#) » organisée en décembre 2012 à l'occasion des cent ans de la première statistique forestière couvrant l'ensemble des forêts publiques et privées françaises sont [en ligne](#).

>> Les vidéos du séminaire « [L'agroécologie pour nourrir le monde et lutter contre la désertification](#) » organisé à Agropolis International le 12 mars 2013 sont [en ligne](#).

>> Le Nord Pas-de-Calais présente une histoire de sa forêt dans une vidéo en ligne « [Une si petite forêt](#) ». Ce documentaire d'une heure et demie est diffusé dans le cadre du plan forêt de la Région qui vise à doubler la surface forestière. Ressources forestières, biodiversité, changement climatique, opérations sylvicoles, agroforesterie, organisation et travail des acteurs de la filière forêt-bois, enjeux forestiers ... sont décrits, expliqués, discutés par différents intervenants.

>> L'INRA a mis en ligne début 2013 une série Web [Inside Inra](#) pour faire découvrir la richesse de ses recherches et métiers sur une tonalité décalée. Des spécialistes du goût et de la sensorialité des aliments, de la botanique participent à un premier tour de France qui conduit l'internaute à Montpellier (analyse sensorielle), Antibes (jardin botanique), Nantes (grain de blé) et Jouy-en-Josas (aliments animaux).

>> La revue [Forêt-entreprise n°210](#), parue début mai, est un numéro spécial consacré aux cervidés en forêt qui aborde l'équilibre sylvo-génétique : une concertation favorable pour un nouvel équilibre semble se dessiner. L'augmentation régulière des populations d'ongulés et celle, corrélative, des dégâts sur les peuplements forestiers sont un fait qui n'est plus contesté. Ce numéro spécial présente des expériences régionales réussies de dialogues entre forestiers et chasseurs, afin de trouver des solutions satisfaisantes d'accueil du gibier en forêt dans le respect des équilibres. Des outils d'évaluation des impacts des animaux sont disponibles, tels les indicateurs de changement écologique ; encore faut-il savoir s'en servir et traduire leurs résultats sous forme d'actions de régulation des populations et d'amélioration de l'accueil du gibier. Equilibre forêt-gibier, impacts des cervidés, observatoire forêt-gibier, sylviculture et fonds privé de prévention, Europe et gestion des populations, points de vue (sur le plan et les modes de chasse, des actions de prévention plutôt que de réparation) constituent les grands axes de ce dossier. On en retiendra que pour aller vers l'amélioration des relations entre chasseurs et forestiers, il est nécessaire de : disposer d'outils objectifs de description des situations ; diminuer les populations pour tendre vers l'équilibre forêt-gibier ; mettre en place des lieux de prise de décision paritaire sur les plans de chasse, le suivi de leur réalisation, et l'évaluation de leurs résultats. [Contact](#)



[La suite...](#)

[Retour au sommaire](#)

>> Geneviève Michon, directrice de recherche à l'IRD, parle des "[Forêts et sociétés méditerranéennes](#)" sur France Culture dans le magazine de l'environnement *Terre à terre*. L'ethnobotaniste et géographe partage sa réflexion sur les dynamiques sociales et environnementales dans la construction des sociétés et espaces forestiers sur les deux rives de la Méditerranée. Après avoir décrit les différents types de (perception des) forêts et d'usages, elle évoque les résultats des dernières recherches de ses collègues sur l'arganeraie. Cette forêt claire, que l'on appellerait parc arboré sous d'autres cieux, est un milieu naturel véritablement artificialisé par des pratiques humaines ancestrales : selon leurs objectifs, les paysans pratiquent différents types de taille pour favoriser la production de fourrage, l'accès des chèvres au feuillage, le développement d'un grand arbre majestueux au milieu d'un champ ou encore la formation d'une haie végétale infranchissable par le bétail... A l'état naturel, sans intervention humaine, l'arganier devient un buisson de 15 à 50 tiges dont aucune ne se développe significativement ; plusieurs buissons donnent ainsi une image de forêt mais n'ont aucune utilité pour les sociétés qui vivent dans ces espaces. Dans le but de protéger les forêts d'arganiers

en valorisant leurs produits, les bonnes intentions occidentales des années 1980, ignorantes des pratiques locales, ont conduit à transformer l'arganeraie marocaine et à développer la filière de l'huile d'argan avec pour conséquences une distorsion entre les besoins des populations locales et la nouvelle production forestière qui ne permet plus les usages traditionnels autres que l'huile tandis que l'arganeraie reste gravement menacée par les troupeaux de dromadaires en transhumance qui la saccagent et la non-valorisation de ses caprins victimes d'une image négative colportée avec le discours de promotion de la production d'huile d'argan.

>> Appel à articles de la revue EFRN pour le numéro de décembre 2013 qui sera consacré aux [liens et interactions entre FLEGT et REDD+](#), description de ce qui existe et identification d'opportunités et de limites. [Soumission](#) 200 mots en anglais avant le 24 juin.

>> Appel à publication « [Les grands incendies en Méditerranée, Quelle réponse aux désastres environnementaux ?](#) », pour le n° 122 de la revue *Méditerranée*, à paraître en juin 2014. Date limite de soumission : juin 2013.

Offres d'emploi et de stage



>> Offre de thèse **L'Analyse environnementale et socio-économique des filières biomasse-énergie** financée par le CNRS de septembre 2013 à août 2016 dans le cadre du projet « FORÈVER : FORêts, biomasses et leurs filières durables de Valorisation éNERgétique ». Cette thèse est conduite en collaboration avec le LRGP (CNRS, Univ. de Lorraine, Nancy), le CIRED (CNRS, CIRAD, EHESS, Nogent), l'INRA (EPHYSE, Bordeaux) et AgroParisTech (LERFOB, Nancy).

Profil : ingénieur(e) ou master, généraliste ou en génie des procédés, avec une forte sensibilité en modélisation, en science de l'environnement et en économie, idéalement avec un master complémentaire en économie de l'énergie ou de l'environnement.

[Contact](#)

>> Le Gip Ecofor recrute sur contrats à durée déterminée :

- un(e) [assistant\(e\) des projets scientifiques et techniques](#) ;
- un(e) [chargé\(e\) de mission](#) pour l'animation scientifique sur le changement climatique, la biodiversité ou la gestion durable des forêts.

Les entretiens sont prévus en juillet 2013. [Contacts](#)

>> Le Comité français de l'[UICN](#) recherche un(e) chargé(e) de gestion administrative et financière dans le cadre d'un remplacement congé maternité. Poste à pourvoir rapidement.

Recherche d'emploi



>> Louise Gouverne, reporter, responsable de rubrique ou de rédaction dans la presse écrite depuis 30 ans, écrivain, est disponible pour des coopérations ponctuelles tant pour la rédaction

que des montages de diaporamas sonores ou l'animation de débats sur des thèmes touchant, notamment, à l'environnement et aux forêts. [Contact](#)

[Retour au sommaire](#)

Rédactrice en chef : Viviane Appora, chargée de mission, Gip Ecofor
Directeur de la publication : Jean-Luc Peyron, Directeur du Gip Ecofor

Remerciement aux différents contributeurs dont Anaïs Jallais

Pour vous inscrire : [inscription](#)
Pour vous désinscrire : [désinscription](#)